

Lignes directrices relatives aux niveaux de compétence en langues dans la formation initiale des enseignants de l'école obligatoire

Réponse SER à la consultation y relative

Préambule

A plusieurs reprises, le SER a pris position sur la question du niveau de compétence des futurs enseignants, en fustigeant la frilosité de la CDIP dans l'application du processus de Bologne pour la profession enseignante, et en demandant un niveau de master professionnel pour tous les enseignants de la scolarité obligatoire.

Paradoxalement, tout en refusant cette requête légitime, la CDIP multiplie les exigences pointues, branche par branche, développant une logique de « multi spécialiste » (Fächergruppenlehrer).

Partageant l'idée que l'augmentation des exigences, la complexification des tâches et l'irruption de nouvelles contraintes (enseignement des langues) ne sauraient rester sans réponse pour la fonction de généraliste, le SER reste néanmoins persuadé que le modèle d'un enseignant référent dans un rapport privilégié avec les élèves est indispensable aux premiers degrés (1 à 8) de l'école enfantine et primaire. Il s'oppose à la « secondarisation » de ces degrés par l'imposition d'un système de « semi-généralistes » très pointus dans leurs disciplines, mais insuffisamment formés pour l'essentiel.

Le métier d'enseignant est devenu plus exigeant et complexe, et le niveau de compétences requis doit être élevé. Il ne se résume pourtant pas à quelques exigences pointues (en langues, par exemple), comme certains aspects des lignes directrices le soulignent (4.2 et 4.8), alors que d'autres en font une condition incontournable.

La tendance générale (et tellement évidente sur le plan pédagogique) vers une didactique intégrée de l'enseignement des langues plaide à elle-seule pour une prise en compte la plus large possible de tous les enseignements dans une optique de généralisme, par un personnel doté de compétences larges de haut niveau, plutôt que pointues et très disciplinaires.

L'intervention de spécialistes n'est pas exclue, mais le cadre de fonctionnement doit alors être garant de l'atteinte des objectifs transdisciplinaires. De même, il est souhaitable que les généralistes développent des compétences plus pointues en langues, par exemple. Mais il est essentiel qu'ils restent des généralistes et que la répartition des « spécialités » et de leurs horaires, des décloisonnements, etc. soit le fait d'une organisation de bâtiment ou d'établissement.

Ainsi, le SER ne rejoint-il pas la CDIP qui affirme au chiffre 3 : Quel que soit le profil d'un enseignant ayant à enseigner les langues étrangères... ». La didactique intégrée n'en est qu'à ses débuts et son adoption pourra modifier fortement le profil exigé, comme elle pourra améliorer de manière importante l'efficacité de l'apprentissage des langues.

Réponse aux questions de la CDIP

1. Partagez-vous l'idée de la nécessité de compléter les critères de reconnaissance des diplômes d'enseignants (pour la scolarité obligatoire) en y ajoutant des exigences précises pour leurs compétences linguistiques dans la langue de scolarisation (L1) et dans deux langues étrangères (L2, L3) ?

Le SER est favorable à l'idée de compléter les critères de reconnaissance des diplômes d'enseignants. Ceux-ci ne doivent cependant pas être limités aux compétences linguistiques (avec des niveaux exigés raisonnables et réalistes), mais prendre en compte également les aspects psychopédagogiques, sociolinguistiques, didactiques, culturels et pratiques (professionnels), tels que décrits au point 4.8.

2. Est-il de votre point de vue réaliste, et le cas échéant sous quelles conditions, d'exiger l'atteinte de ces niveaux dans les Hautes Ecoles pédagogiques pour tous les enseignants en formation initiale ?

Pensez-vous pouvoir lever dans votre canton, respectivement dans votre situation institutionnelle, les difficultés de réalisation de cet objectif ?

Le SER considère que les niveaux proposés sont inatteignables dans la structure actuelle des HEP et avec un cursus d'études qui nantit l'enseignant du seul bachelor professionnel. A moins de produire systématiquement des « semi-généralistes », spécialistes en langues, ce qui implique l'abandon de tout un pan de la didactique intégrée.

La constitution de véritables Hautes écoles pédagogiques de niveau master permettrait l'atteinte de ces objectifs avec le préalable de certains crédits ECTS, réalisés au niveau du bachelor et centrés sur les langues.

3. Quelles sont vos réactions, vos critiques et vos suggestions par rapport aux lignes directrices proposées dans le chapitre 4 du rapport mis en consultation ?

Le SER rejoint tout à fait l'idée d'une définition des profils qui dépasse la simple prise en compte des niveaux de compétence linguistique. Ceci n'est d'ailleurs pas vrai que pour l'enseignement des langues, ce qui pousse le SER à demander une élévation de la formation au niveau du master professionnel.

En ce qui concerne les niveaux de compétence au seuil de la formation, déclarer que la maturité gymnasiale assure un niveau B2 est un leurre.

L'évaluation traditionnelle régissant les examens de maturité n'a rien à voir avec les procédures d'évaluation qui devraient présider au portfolio européen des langues.

Les offres de formation proposées au chapitre 4, le cadre curriculaire didactique, l'attribution des crédits ECTS et l'évaluation envisagée confortait le SER dans sa demande de rehausser la formation initiale de tous les enseignants de l'école obligatoire au niveau du master. Dans l'état actuel de la formation, tous les considérants du chapitre 4 restent déclamatoires.

4. Acceptez-vous l'idée de réaliser et d'introduire sur le plan national les trois instruments prévus au chapitre 5 du rapport, de manière à pouvoir assurer la mise en oeuvre des lignes directrices proposées ?

Le SER se rallie au souci exprimé au chapitre 5, ainsi qu'aux différentes propositions, tout en étant persuadé que l'analyse envisagée démontrera l'impérieuse nécessité de

- développer l'approche (inter)linguistique et le répertoire plurilingue des élèves au niveau d'une didactique réellement intégrée (donc s'appuyant sur une fonction plus ou moins forte de généraliste) ;
- rehausser le niveau de la formation initiale de tous les enseignants de l'école obligatoire.

Par ailleurs, une approche sérieuse et factuelle articulée sur ces propositions ne pourra que faire apparaître l'ampleur de la tâche, et par conséquent les indispensables ressources et moyens qu'il va falloir investir.

Pour le Syndicat des enseignants romands
Georges Pasquier, président

